



## Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Alenka DOULAIN, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Joëlle URBANI

## **Animation du territoire - Mécénat de compétence - Mise en œuvre du dispositif - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Association Montpellier 2028 Capitale Européenne de la Culture - Autorisation de signature**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Conseiller Métropolitain, rapporte :

La loi relative à la Différenciation, la Décentralisation, la Déconcentration et portant diverses mesures de Simplification de l'action publique locale (3DS), adoptée le 9 février 2022, élargit le champ du mécénat pour l'Etat et les collectivités locales et autorise la mise en œuvre du mécénat de compétence. Cette forme particulière s'apparente au mécénat en nature et permet la mise à disposition de fonctionnaires, sur leur temps de travail, au profit d'un projet d'intérêt général.

Ce type de mécénat favorise les liens entre le secteur privé associatif et le secteur public et constitue pour les collectivités locales une nouvelle forme d'engagement, au-delà du dispositif de soutien financier par des subventions. Il permet également de renforcer l'implication des fonctionnaires dans des projets d'intérêt général diversifiés en valorisant leurs compétences auprès de structures privées.

Le décret n° 2022-1682 du 27 décembre 2022 relatif à l'expérimentation de la mise à disposition de fonctionnaires dans le cadre d'un mécénat de compétences précise les conditions de mise en place de ce nouveau mécanisme, mis en place à titre expérimental pour une durée de 5 ans :

- Les fonctionnaires peuvent être mis à disposition d'organismes d'intérêt général ou d'utilité publique, tels que défini par l'article 238 bis du Code général des impôts ;
- La mise à disposition participe à la mise en œuvre d'un projet répondant aux missions statutaires de la personne morale, de la fondation ou de l'association et pour lequel les compétences et expériences professionnelles des fonctionnaires mis à disposition sont utiles ;
- Elle porte sur une durée qui ne peut excéder dix-huit mois, renouvelable dans la limite d'une durée totale de trois ans ;
- L'activité envisagée au sein de l'organisme d'accueil doit être compatible avec les fonctions exercées par le fonctionnaire au cours des trois dernières années, selon les modalités relatives aux contrôles déontologiques dans la fonction publique ;
- La mise à disposition peut s'effectuer sans remboursement ou contrepartie financière de la part de la structure bénéficiaire ;
- Un état des fonctionnaires mis à disposition ainsi que des structures bénéficiaires doit être annexé au budget et communiqué chaque année à l'assemblée délibérante.

A titre d'expérimentation, il est proposé de mettre en œuvre cette nouvelle procédure auprès de l'association Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture et de renforcer ainsi l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole dans la candidature.

Ainsi, un agent de catégorie A sera mis à disposition de l'association Montpellier 2028 pour la supervision des services administratifs et financiers, la coordination de la comptabilité et de la trésorerie, ainsi que le suivi de la gestion du personnel de l'association. Cette mise à disposition portera sur 40 % de son temps de travail à compter de la signature de la convention jusqu'au 31 décembre 2023.

Le montant de la présente mise à disposition est valorisé à hauteur de 40 % du coût salarial (traitement indiciaire, régime indemnitaire, primes et cotisations patronales incluses). Compte tenu du caractère d'intérêt général des activités de Montpellier 2028, la mise à disposition est consentie à titre gratuit sur la durée la convention.

Un état de synthèse de cette mise à disposition sera annexé au budget de Montpellier Méditerranée Métropole et communiqué chaque année à l'assemblée délibérante.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la mise en œuvre de mécénat de compétence auprès de l'association Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture ;
- D'approuver les termes de la convention de mécénat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Montpellier 2028 – Capitale Européenne de la Culture ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-227648-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Mecenat de competence\_convention avec l'association M28.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.